

Original direkt weitergeleitet

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES
Division politique II
p.B.58.2.Chine. - AE/CAM

Berne, le 7 mars 1990

Note d'information

Situation actuelle en Chine

I. Rappel des événements après la répression de Tiananmen
(3-4.6.89)

Dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, l'armée chinoise met fin, avec brutalité, à deux semaines de défiance de la loi martiale par les partisans du mouvement pro-démocratique. La condamnation de cet acte est quasi unanime, la plupart des pays approuvant le Président Mitterrand lorsqu'il déclare qu'un régime qui en est réduit à tirer sur sa jeunesse n'a pas d'avenir. Les suites à donner à la répression diffèrent cependant de cas en cas. La Suisse, pour sa part, interdit les ventes d'armes à la Chine et renonce aux contacts à haut niveau, sans pour autant remettre en cause ses relations avec ce pays. Les USA, dans le choix de leurs réactions, se doivent de trouver une voie médiane entre la pression de l'opinion publique américaine - qui réclame des sanctions - et la poursuite de bonnes relations avec la Chine, ces dernières conditionnant l'attitude chinoise dans des domaines d'importance pour les USA (Afghanistan, Corée, Cambodge, intérêts et installations américains en Chine, rapports avec l'URSS); s'agissant de la Chine, grande puissance, la "Realpolitik" s'impose.

Après l'intervention de l'armée, place Tiananmen, deux scénarios se font jour : 1) une possible guerre civile, due aux divisions au sein de l'armée et du parti communiste (PC); 2) la victoire du clan des militaires du président et général

Yang Shang Kun sur les éléments plus modérés de ces mêmes parti et armée.

Aucun de ces scénarios ne se réalisera, cependant, et pour une même raison : l'intervention de Deng Xiaoping. Alors qu'on le disait disparu ou même mort, le vieux chef usait d'un classique stratagème chinois - utilisé par Mao Zedong également : disparaître, laisser se développer des rumeurs contradictoires, travailler dans l'ombre puis réapparaître dans une position de force - afin de rallier les hésitants à sa cause et de redonner un semblant d'unité au parti et au gouvernement chinois.

Ce consensus autour d'octagénaires, tels que Deng Xiaoping, Chen Yun, Yang Shangkun, Li Xiannian, Peng Zhen, Wang Zhen, ne tarde pas à produire ses effets : moins d'une semaine après la répression de la place Tiananmen, débute la campagne de dénonciation, puis la "normalisation". Cette dernière, en présentant les opposants comme une minorité agissant dans l'illégalité ("rébellion contre-révolutionnaire"), en fait les victimes toutes désignées des premières purges. Le processus tristement familier de "purification" de la société et du parti suit alors son chemin habituel, de concert avec les inévitables instruments du régime que sont la propagande, la désinformation, la réécriture de l'histoire.

A fin juin 1989, Deng Xiaoping prouve une fois encore qu'il reste l'homme fort du pays en réussissant à imposer un modéré, Jiang Zemin, en remplacement de Zhao Ziyang à la tête du PC - alors que toutes les analyses prévoyaient Qiao Shi, plus proche des membres les plus conservateurs du gouvernement, à ce poste.

Une autre étape importante dans le processus de reprise en main du pays est le 13e plénum du PC, en novembre 1989, qui confirme et renforce avant tout la politique d'austérité arrêtée en septembre 1988.

La situation semble évoluer depuis le début 1990. Diverses sources (médias, diplomates) font état d'une reprise des luttes internes pour le contrôle du pouvoir entre les "pragmatiques" (pour qui le développement économique du pays est la première priorité, le pouvoir du PC étant selon eux assez consolidé) représentés par Jiang Zemin, et les "conservateurs" ou "réactionnaires" (pour qui la consolidation du pouvoir vient de commencer, l'individu devant être réintégré dans la collectivité pour éviter toute nouvelle tentative d'émancipation) personnifiés par Li Peng.

Parallèlement aux luttes mentionnées ci-dessus, d'autres événements ou révélations laissent présager de la fin probable du fragile consensus de l'après-Tiananmen :

- l'opposition des militaires lors de la répression du 3-4.6.89 aurait été plus importante qu'on ne le supposait jusqu'alors (3'500 officiers subiraient ou auraient subi des enquêtes disciplinaires).
- les Zones Economiques Spéciales (ZES) se battent afin de céder le moins de privilèges et de libertés possibles - ce qui ne va pas vraiment dans le sens d'une centralisation accrue...
- le 11.1.1990, pour des raisons politiques (pressions des USA surtout) et économiques (rassurer les investisseurs étrangers), la loi martiale a été levée, une mesure plutôt "pragmatique".
- les spéculations entourant l'état de santé de certains octogénaires mettent en lumière le besoin urgent de jeunes cadres.

Depuis quelques années déjà, la Chine vit en état "d'équilibre instable". Tout en ayant grandement contribué à déstabiliser (aux yeux des conservateurs) la Chine en y introduisant des réformes économiques sur une grande échelle, Deng Xiaoping aura à plus d'une reprise démontré - ne serait-ce que lors des deux "Printemps de Pékin", en 1979 et 1989 -

qu'il n'était pas prêt à sacrifier l'ordre et la stabilité au développement économique de l'Empire. Or, la crise de mai-juin 1989 met précisément en évidence les contradictions entre ouverture à l'ouest et immobilisme politique, développement économique et monopole absolu du PC. La situation ne devrait guère changer tant que Deng Xiaoping reste la main invisible qui règle tout en coulisses, mais la question reste ouverte, plus lancinante que jamais ; que sera l'après-Deng ?

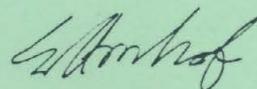
II. Remarques générales

- 1) Les événements de mai-juin 1989 devraient également intéresser les juristes, s'agissant d'une lutte "institutionnelle" autant que politique.

En prenant le pouvoir, un petit groupe de vieillards à la retraite aura, d'une part, fait éclater l'arrangement politique conclu lors du 13e congrès du PC en octobre 1987 et, d'autre part, usurpé le pouvoir des organes de décision du PC (le bureau politique, son comité permanent, le comité central).

- 2) A l'instar des pays de l'Est, le débat entre des réformes "lentes" et des réformes immédiates ("shock-therapy") a alimenté les conversations en Chine. L'exemple actuel de la Pologne montre à quels sacrifices s'expose - momentanément - un pays qui choisit la seconde voie, pour beaucoup d'économistes la plus apte à garantir un succès des réformes, après une période (très) difficile. L'échec de Zhao Ziyang, partisan de la voie "rapide", prouve que le gouvernement chinois n'est pas prêt à assumer totalement les conséquences immédiates de réformes radicales (chômage, inflation, baisse du niveau de vie, inégalités, etc).

Il faut cependant bien constater que la voie "lente" dans laquelle est engagée la Chine aujourd'hui a peu de chances de remédier aux problèmes de fonds auxquels le pays se trouve confronté (production de charbon/acier/céréales en baisse, chômage, pénurie dans les transports et l'énergie, surpopulation, mécontentement populaire, manque de motivation, menace de récession, etc.), et qui ont d'ailleurs contraint le gouvernement à assouplir sa position récemment dans les domaines du crédit (aide accrue de l'Etat, politique des taux plus favorables) et de la monnaie (dévaluation du renminbi, dans l'optique des prochains services de la dette).



E. Amhof

Abteilung für den Bereich (Informations)
Copies : - SI, CFR, HC, FE, AE